



Formation sur l'Europe

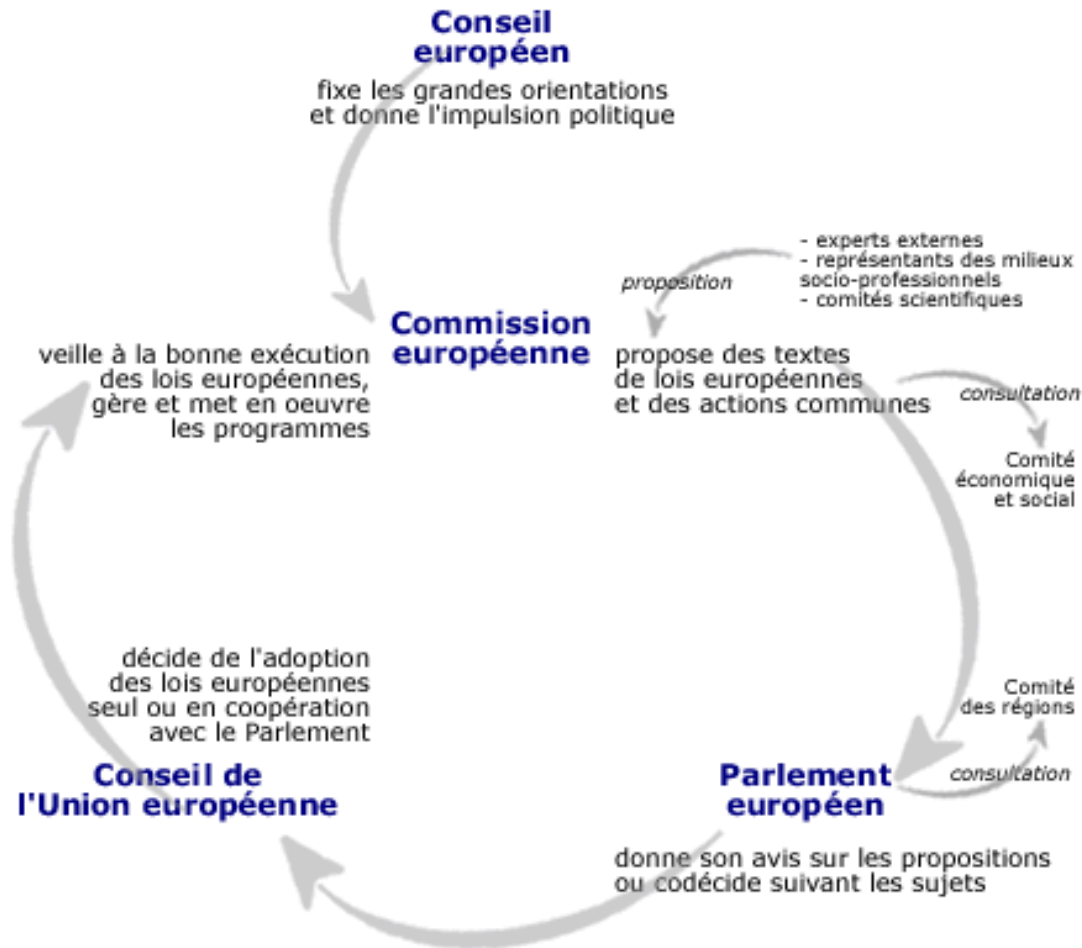


Formation sur l'Europe

1. Le fonctionnement de l'Union... (... en bref !)
 1. Le triangle institutionnel
 2. Les compétences de l'Union
2. Europe et politique sociale
3. La politique régionale de l'Union
 1. Pourquoi une politique régionale ?
 2. Quels outils ?
 3. Exemples appliqués à la Basse Normandie
4. Quiz

Fonctionnement de l'Union...(en bref!)

1. Le triangle institutionnel



Fonctionnement de l'Union...(en bref!)

1. Le triangle institutionnel

Le Conseil de l'Union

- Représente les Etats membres de l'Union Européenne
 - Ministres des Etats membres (fonctions des politiques abordées)

- Les attributions
 - Adopte la législation européenne (avec le Parlement)
 - Coordonne les grandes orientations économiques et sociales
 - Approuve le budget (avec le Parlement)
 - Conclut les accords internationaux
 - Définit la PESC
 - Coordonne la coopération entre instances judiciaires

Fonctionnement de l'Union...(en bref!)

1. Le triangle institutionnel

La Commission Européenne

- Représente et défend les intérêts de l'Union Européenne
 - 27 commissaires européens (1 par pays membre)
 - Des experts, représentants des milieux sociaux économiques, etc.

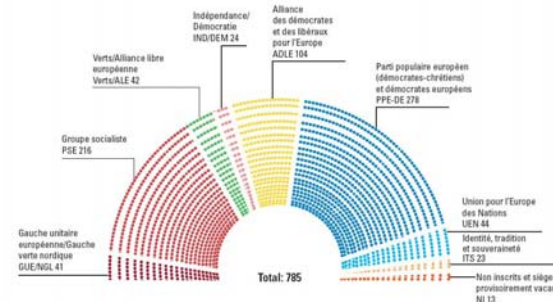
- Les attributions
 - Initiative des textes (directives et règlements)
 - Gère et applique les politiques de l'Union (exécutif)
 - Applique le droit européen (avec CJCE)
 - Représente l'Union sur la scène internationale (négociations des traités)

Fonctionnement de l'Union...(en bref!)

1. Le triangle institutionnel

Le Parlement Européen

- Représente les intérêts des citoyens de l'Union !
- 785 députés élus tous les 5 ans
- Siège à Strasbourg (Locaux à Bruxelles et Luxembourg)
- Répartition en 7 groupes politiques



Entre le Conseil qui représente les Etats et la Commission qui défend les intérêts de l'Union Européenne, le parlement européen défend les intérêts des euro-citoyens !

Fonctionnement de l'Union...(en bref!)

1. Le triangle institutionnel

Le Parlement Européen

- Les attributions
 - Pouvoir législatif partagé avec le Conseil
 - Exerce le contrôle démocratique
 - Surveille la commission
 - Contrôle les travaux du Conseil
 - Examine les pétitions des citoyens
 - Crée des commissions temporaires d'enquête
 - Contribue aux sommets européens
 - Exercice du pouvoir budgétaire (adopte ou refuse)

Fonctionnement de l'Union...(en bref!)

2. Les compétences de l'Union

Les trois piliers

Premier pilier	Second pilier	Troisième pilier
Communautés européennes (CE)	Politique étrangère et de sécurité commune (PESC)	Coopération policière et judiciaire en matière pénale (CPJP anc. JAI)
Union douanière et Marché unique	Politique étrangère : - Force européenne de réaction rapide - Force de gendarmerie européenne - Missions de Petersberg - Droits de l'homme - Démocratie - Aide humanitaire (ECHO)	Trafic de drogue et d'armes
Politique Agricole Commune	Politique de sécurité : - Politique européenne de sécurité et de défense (PESD)	Terrorisme
Politique commune de la pêche		Trafic d'êtres humains
Protection de la concurrence		Crime organisé
Union économique et monétaire		Corruption
Citoyenneté de l'Union		Eurojust (agence européenne de coopération judiciaire)
Éducation et Culture		
Transports		
Protection des consommateurs		
Santé		
Recherche		
Protection de l'environnement		
Politique sociale		
Espace de liberté, de sécurité et de justice : - Politique commune d'immigration - Convention de Schengen - Accueil des réfugiés		

Formation sur l'Europe

1. Le fonctionnement de l'Union... (... en bref !)
 1. Le triangle institutionnel
 2. Les compétences de l'Union
2. Europe et politique sociale
3. La politique régionale de l'Union
 1. Pourquoi une politique régionale ?
 2. Quels outils ?
 3. Exemples appliqués à la Basse Normandie
4. Quiz

Formation sur l'Europe

1. Le fonctionnement de l'Union... (... en bref !)
 1. Le triangle institutionnel
 2. Les compétences de l'Union
2. Europe et politique sociale
3. La politique régionale de l'Union
 1. Pourquoi une politique régionale ?
 2. Quels outils ?
 3. Exemples appliqués à la Basse Normandie
4. Quiz

La politique régionale de l'Union

1. Pourquoi une politique régionale ?

- Traité de Rome (1957) : Réduire « l'écart entre les différentes régions et le retard des moins favorisées »
- Aider la réalisation de projets locaux concrets
- Stratégies de « Lisbonne » et « Göteborg »



“Quelle sorte d'Europe voulons-nous, [...] ? Nous voulons une Europe dynamique, [...]. Nous voulons une Europe productive, où chacun aura un emploi, une Europe solidaire, où les malades, les personnes âgées et les handicapés seront pris en charge, une Europe éprise de justice, libre de toute discrimination, où chacun disposera du même droit à l'emploi et à l'éducation, une Europe sans pollution, attentive à l'environnement et participant activement à la résolution des grands problèmes mondiaux, une Europe prônant des valeurs partagées et défendues par tous.”

Extrait du discours de la commissaire Danuta Hübner à Varsovie, le 17 octobre 2006.



La politique régionale de l'Union

2. Quels outils ?

→ 3 objectifs, 3 outils !

Objectifs, fonds et instruments structurels			
2007 - 2013			
Objectifs	Fonds et instruments structurels		
Convergence	FEDER	FSE	Fonds de cohésion
Compétitivité régionale et emploi	FEDER	FSE	
Coopération territoriale européenne	FEDER		

- L'objectif «convergence» : améliorer les conditions de croissance, les facteurs menant à une convergence pour les États membres et les régions les moins développés
- L'objectif «compétitivité régionale et emploi» vise à renforcer la compétitivité et l'attractivité des régions, ainsi que l'emploi
- L'objectif «coopération territoriale européenne» vise à renforcer la coopération transfrontalière

La politique régionale de l'Union

2. Quels outils ?

2000 - 2006		2007 - 2013	
Objectifs, Initiatives communautaires, Fonds de cohésion	6 instruments financiers	3 objectifs	3 instruments financiers
Objectif 1 : Régions en retard de développement	FEDER, FSE, FEOGA, IFOP	Convergence	FEDER, FSE, Fonds de cohésion
Fonds de cohésion	Fonds de cohésion		
Objectif 2 : Zones en reconversion économique et sociale	FEDER, FSE	Compétitivité régionale et emploi	FEDER, FSE
Objectif 3 : Systèmes de formation et promotion de l'emploi	FSE		
Interreg III	FEDER		
Urban II	FEDER	Coopération territoriale européenne	FEDER
EQUAL	FSE		
LEADER +	FEOGA	PAC	
Développement rural et restructuration du secteur de la pêche	FEOGA, IFOP	PCP	

La politique régionale de l'Union

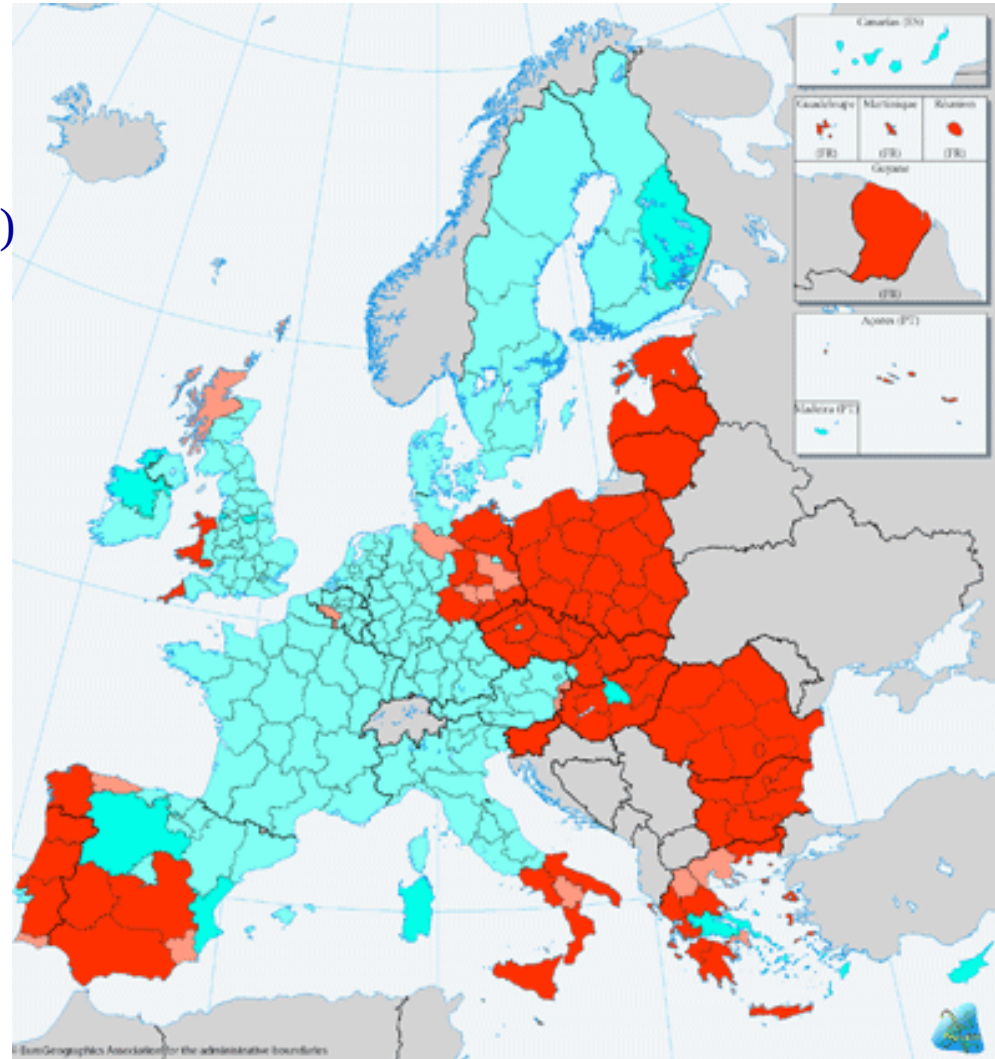
2. Quels outils ?

- Interreg III : coopération entre régions de l'Union
- Urban II : Aides aux villes et quartiers en crise
- EQUAL : Programme de lutte contre les discriminations
- LEADER + : Programme d'aides aux acteurs du monde rural

La politique régionale de l'Union

2. Quels outils ?

- Fonds de cohésion : critère national (RNB)
- Convergence : critère régional (PIB)
- Compétitivité et emploi
- FRANCE métropolitaine : Compétitivité régionale et emploi



La politique régionale de l'Union

3. Exemples appliqués à la Normandie



- Montant des travaux : 164 millions €
- FEDER : 21,15 millions €



- Montant des travaux : 1 069 millions €
- FEDER : 42,12 millions €

La politique régionale de l'Union

3. Exemples appliqués à la Basse-Normandie

➤ Extension d'un hôtel à St-Hilaire-du-Harcouet (Manche)

- Montant de l'opération : 740 000 €
- Union Européenne (FEDER) : 11,4%



➤ Service « Bébé – Bus » (Calvados)

- Montant de l'opération : 59 650 €
- Union Européenne (FEDER) : 38%



➤ « En route pour l'emploi », Mission Locale d'Argentan Vimoutiers (Orne)

- Montant de l'opération : 30 575 €/an
- Union Européenne (FSE) : 46%



La politique régionale de l'Union

3. Exemples appliqués à la Basse-Normandie



La politique régionale de l'Union

3. Exemples appliqués à la Basse-Normandie

- Programme opérationnel « Basse Normandie »
- Objectif « Compétitivité régionale et emploi »
- Quels objectifs pour la période 2007 – 2013 ?
 - Développer le potentiel d'innovation de la région
 - Développer les technologies de l'information et de la communication
 - Agir en faveur du dynamisme et de la cohésion des territoires
 - Conforter l'attraction de la région dans une perspective de DD

La politique régionale de l'Union

3. Exemples appliqués à la Basse-Normandie

➤ Moyens mis en œuvre - Financements

Axe prioritaire	Participation CE	Contribution nationale publique	Contribution publique totale
Développer le potentiel régional d'innovation	98 500 000	147 750 000	246 250 000
Mettre les TIC au service des entreprises et de la compétitivité territoriale des territoires	16 000 000	34 000 000	50 000 000
Agir en faveur du dynamisme et de la cohésion des territoires	30 500 000	45 750 000	76 250 000
Conforter l'attractivité de la région dans une perspective de développement durable	30 000 000	70 000 000	100 000 000
Assistance technique	6 354 410	6 354 410	12 708 820
Total	181 354 410	303 854 410	485 208 820

Formation sur l'Europe

1. Le fonctionnement de l'Union... (... en bref !)
 1. Le triangle institutionnel
 2. Les compétences de l'Union / Le principe de codécision
2. Europe et politique sociale
3. La politique régionale de l'Union
 1. Pourquoi une politique régionale ?
 2. Quels outils ?
 3. Exemples appliqués à la Basse Normandie
4. Quiz (commentaire du quiz à la fin)

Quiz

Question 1:

Lequel de ces pays ne fait pas partie de l'Union Européenne ?

- A/ La Suède
- B/ La Norvège
- C/ La Finlande
- D/ Le Danemark



- Union Européenne : 27
- Croatie, Turquie, Balkans, Islande...

Quiz

Question 2:

En quelle année l'€uro a-t-il été mis en circulation ?

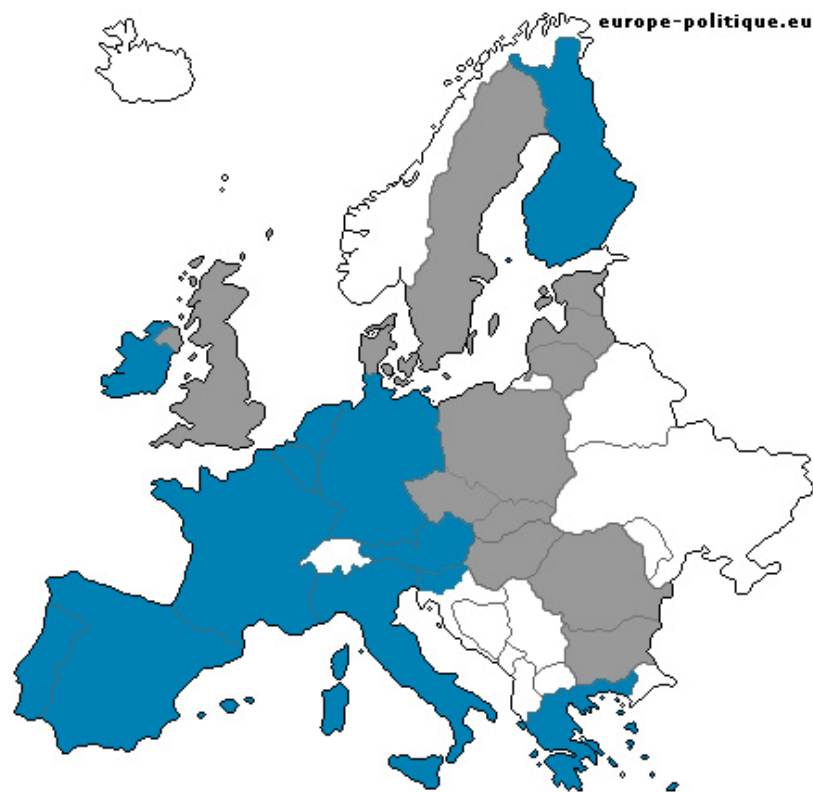
A/ 1999

B/ 2000

C/ 2001

D/ 2002

- Zone Euro : 16 des 27
- 300 millions d'européens



Quiz

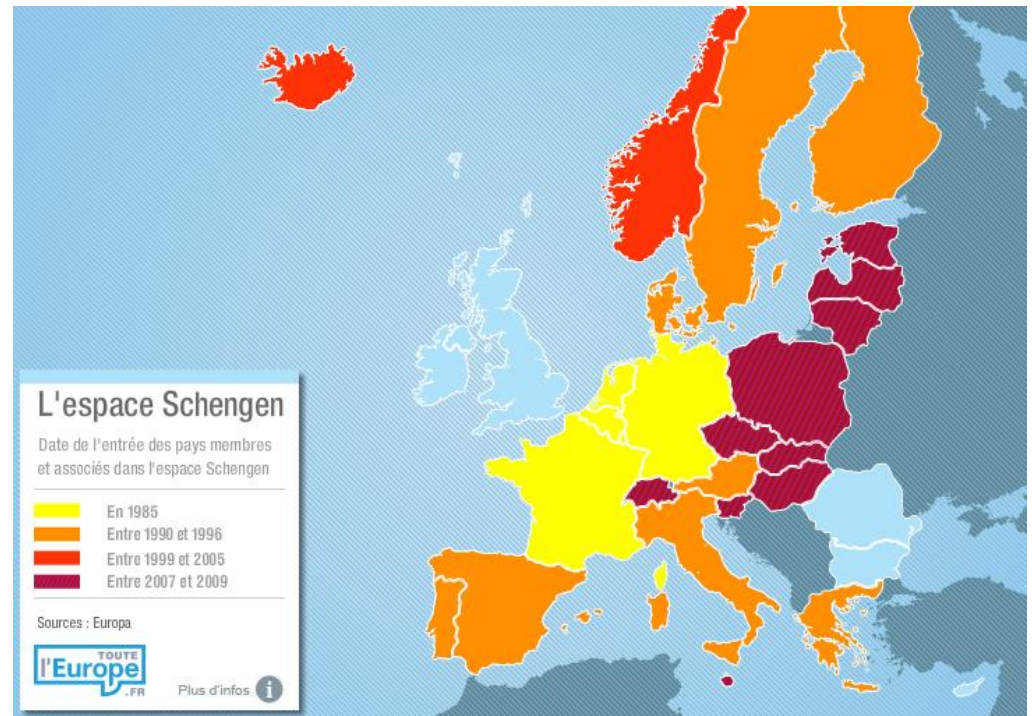
Question 3:

Quel pays faisant partie de l'Union Européenne ne fait pas partie de l'Espace Schengen ?

- A/ L'Islande
- B/ L'Irlande
- C/ La Grèce
- D/ La Suède

➤ Espace Schengen : 25 membres

➤ Islande, Norvège et Suisse
(accord de coopération)



Quiz

Question 4:

Lequel de ces pays n'est pas candidat à l'adhésion ?

A/ La Turquie

B/ La Macédoine

C/ La Croatie

D/ La Serbie

1. Libre circulation des marchandises	19. Politique sociale et emploi
2. Libre circulation des travailleurs	20. Politique d'entreprise et politique industrielle
3. Droit d'établissement et de libre prestation de services	21. Réseaux transeuropéens
4. Libre circulation des capitaux	22. Politique régionale et coordination des instruments structurels
5. Marchés publics	23. Pouvoir judiciaire et droits fondamentaux
6. Droit des sociétés	24. Justice, liberté et sécurité
7. Droit de la propriété intellectuelle	25. Science et recherche
8. Politique de la concurrence	26. Éducation et culture
9. Services financiers	27. Environnement
10. Société de l'information et médias	28. Protection des consommateurs et de la santé
11. Agriculture	29. Union douanière
12. Sécurité sanitaire des aliments, politique vétérinaire et phytosanitaire	30. Relations extérieures
13. Pêche	31. Politique extérieure, de sécurité et de défense
14. Politique des transports	32. Contrôle financier
15. Énergie	33. Dispositions financières et budgétaires
16. Fiscalité	34. Institutions
17. Politique économique et monétaire	35. Questions diverses
18. Statistiques	

➤ Pays candidats : Turquie, Croatie, Macédoine

➤ Pays « candidats-potentiels » : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Serbie et Kosovo

Quiz

Question 5:

En tant que « pays – candidat », la Turquie bénéficie d'aides de l'Union. En 2007, elles s'élevaient à :

- A/ 19 millions d'€
- B/ 539 millions d'€
- C/ 899 millions d'€
- D/ 1 239 millions d'€

➤ Aides financières (IAP)

➤ Soutenir les réformes

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Monténégro	31,4	32,6	33,,3	34	34,7	35,4
Macédoine	58,5	70,2	81,8	92,3	98,7	105,8
Albanie	61	70,7	81,2	93,2	95	96,9
Bosnie - Herzégovine	62,1	74,8	89,1	106	108,1	110,2
Kosovo	68,3	124,7	66,1	67,3	68,7	70
Croatie	141,2	146	151,2	154,2	157,2	160,4
Serbie	189,7	190,9	194,8	198,7	202,7	206,8
Turquie	497,2	538,7	566,4	653,7	781,9	899,5

Quiz

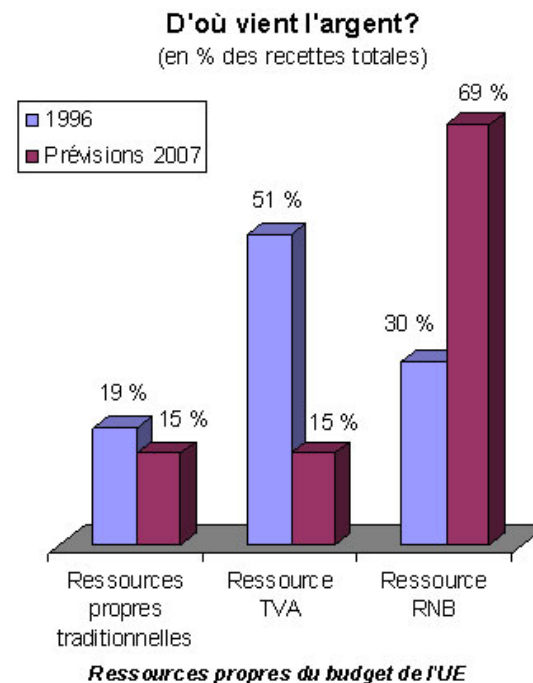
Question 6:

Le budget de la France s'élevait, en 2007, à 334 milliards d'€. Le budget moyen de l'Union Européenne ces dernières années est, quant à lui de l'ordre de :

- A/ 3 340 milliards d'€
- B/ 334 milliards d'€
- C/ 117 milliards d'€
- D/ 33,4 milliards d'€



Budget équilibré



Quiz

Question 7:

En moyenne, combien coûtent à chaque européen, par an, les frais des services linguistiques de l'Union ?

A/ 0,28 €

B/ 2,80 €

C/ 28 €

D/ 280 €

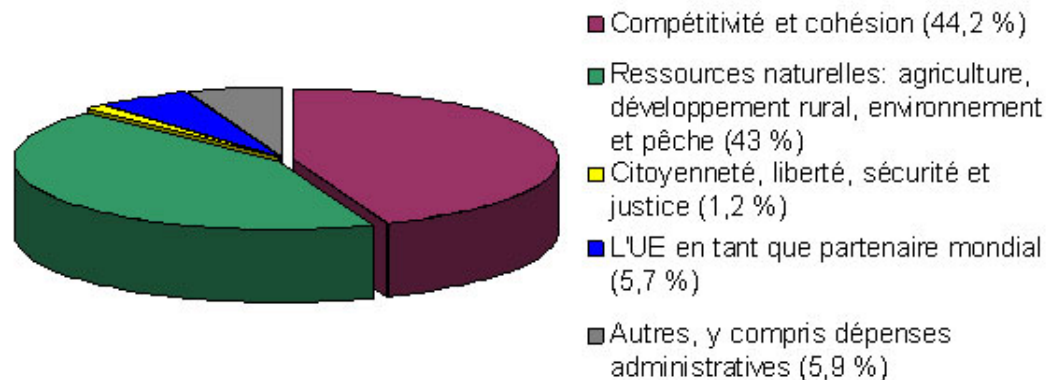
- 1,12 milliard d'€/an, soit à peine plus de 1% du budget de l'Union
- Frais de fonctionnement de l'Union : 0,04 €/jour par personne, soit 14,6 €/an

Quiz

Question 8:

Pour l'année 2008, quel a été le premier poste de dépenses du budget de l'Union ?

- A/ Compétitivité et cohésion
- B/ Agriculture, pêche et environnement
- C/ Citoyenneté, liberté, justice
- D/ Dépenses administratives



Quiz

Question 9:

Combien de personnes travaillent pour le fonctionnement de l'Union (élus, personnel administratif et technique) ?

- A/ 40 000
- B/ 80 000
- C/ 120 000
- D/ 160 000

A titre indicatif, la Ville de Paris emploie près de 50 000 personnes.

- 29 000 à la Commission Européenne ;
- 3 000 au Parlement Européen auxquelles viennent s'ajouter 2 750 parlementaires et assistants ;
- 3 500 au Conseil de l'Union Européenne ;
- 1 750 aux CdR et CESE.

Quiz

Question 10:

«On estime qu'en France, entre 1990 et 2005, l'Europe a provoqué» :

A/ la suppression de 15 000 emplois et la création de seulement 6 000

B/ la suppression de 15 000 emplois et la création de... 15 000

C/ la suppression de 6 500 emplois et la création de 15 000

D/ la suppression de 6 500 emplois et la création de 150 000

Source : *La France doit-elle quitter l'Europe ?* Romain Gubert, Larousse

➤ Elargissements vers l'Est, des conséquences uniquement négatives ?

« Le développement des pays d'Europe de l'Est s'accompagne de très importants besoins de renouvellement de leurs infrastructures d'assainissement, qui doivent respecter les normes européennes environnementales et répondre aux besoins liés à l'accroissement de la population urbaine. Veolia Eau, déjà très présente dans cette partie d'Europe, notamment en République Tchèque, en Roumanie, en Hongrie et en Slovaquie, consolide avec ce contrat sa présence en Pologne »

Antoine Frérot, Directeur général de Veolia Eau.

Commentaire du Quiz

Question 1 : La Norvège ne fait pas partie de l'Union Européenne. A deux reprises (1973 et 1995), les Norvégiens refusent par référendum l'entrée dans l'Union (54% et 52%). La principale crainte des norvégiens concernait le secteur de la pêche.

Question 2 : Les premiers billets ont pu être retirés aux distributeurs en 2002. L'euro est toutefois entré en vigueur en 1999.

Question 3 : C'est l'Irlande qui ne fait pas partie de l'Espace Schengen. Espace qui ne se limite pas aux frontières de l'Union Européenne. En effet, l'Islande, le Norvège et plus récemment la Suisse ont passé un accord de coopération leur permettant de faire partie de cet espace.

Question 4 : La Turquie, la Macédoine et la Croatie sont officiellement candidats à l'adhésion. SI les négociations ne sont pas commencées avec la Macédoine, elles sont ouvertes avec la Turquie et la Croatie depuis 2005. Ces négociations concernent les 35 chapitres dans lesquels l'acquis communautaire est répertorié. La Croatie a ouvert 21 chapitres tandis que la Turquie en a ouvert 10. Aucun chapitre ne peut être clos définitivement tant que l'ensemble des chapitres n'est pas clos.

Question 5 : En tant que pays candidat, la Turquie a bénéficié, en 2007, de 539 millions d'euros. Contrairement à ce qu'oublient de préciser les partisans les plus extrêmes du non, cette aide n'est pas un chèque en blanc. L'IAP (Instrument d'Aide à la Pré adhésion) contribue à aider les réformes nécessaires à l'intégration de l'acquis communautaire par les pays candidats. Les pays candidats potentiels bénéficient également de cette aide, planifiée en parallèle d'un programme de réformes.

Question 6 : Le budget annuel de l'Union est de l'ordre de 117 milliards d'euros (entre 115 et 130 selon les années), soit moitié moins que celui de la France. Il est à noter que l'Union Européenne doit respecter le principe de l'équilibre budgétaire.

Question 7 : Les services linguistiques de l'Union coûtent, en moyenne, 2,80€/an à chaque citoyen européen.

Question 8 : Selon les années, la PAC et la politique de cohésion représentent le plus gros poste des dépenses de l'Union. La politique de cohésion a, au cours de ces dernières années, pris de plus en plus d'importance dans le budget communautaire.

Question 9 : Le nombre de personnes travaillant pour le fonctionnement de l'Union (élus, fonctionnaires, etc.) est estimé à environ 40 000 personnes. L'Union n'est donc pas une organisation tentaculaire qui emploie un nombre incalculable de fonctionnaires. A titre comparatif, la ville de Paris emploie environ 50 000 fonctionnaires.

Question 10 : Il est extrêmement difficile de trouver des chiffres fiables sur ce sujet. Dans son livre « La France doit-elle quitter l'Europe? », Romain Gubert estime qu'entre 1990 et 2005, l'union a certes engendré la suppression de 6 500 emplois en France mais elle a permis la création d'environ 150 000. Ces chiffres sont bien évidemment à relativiser. L'élargissement vers l'Est a notamment permis aux entreprises de BTP et aux bureaux d'études de se développer considérablement : parmi les entreprises qui construisent les autoroutes, ponts, réseaux, etc. dans les pays de l'Est, de nombreuses sont françaises : Vinci, EFFAGE, etc. Notons aussi que les leaders mondiaux du domaine de l'eau sont français : Veolia, Suez, etc. Ces groupes se sont également développés considérablement dans ces pays, créant par la même des emplois en France. La question des effets de l'élargissement sur l'emploi (et de la délocalisation) n'est pas une question dont la réponse est évidente.